

Discours de la chancelière fédérale, Mme Angela Merkel, devant le Parlement européen, à Strasbourg, le 13 février 2007

Monsieur le Président, cher Hans-Gert Pöttering, Mesdames et Messieurs les prédécesseurs de l'actuel président, chers collègues du Parlement européen, Monsieur le Président de la Commission,

Monsieur le Président, vous faites partie des parlementaires de la première heure au Parlement européen. Comme vous venez de le dire, vous avez acquis de l'expérience depuis 1979. Il me semble pouvoir dire que vous avez vécu et contribué à forger la remarquable ascension d'un parlement depuis ses premiers balbutiements. Ce parlement est devenu un Parlement européen très émancipé, avec des députés sûrs d'eux, des structures de parti et des groupes parlementaires bien définis. C'est aujourd'hui un partenaire exigeant, mais qui ne pourrait plus être absent du débat européen.

Le développement du Parlement européen est un élément de la réussite de l'Union européenne. Nous savons aujourd'hui que sans le travail du Parlement européen, beaucoup de ce que nous avons créé pour les citoyennes et citoyens européens aurait pris une autre forme.

J'évoquerai, récemment, les travaux concernant le règlement sur les substances chimiques REACH, l'élaboration de la directive sur les services et les débats dans le cadre des Perspectives financières, au cours desquels les efforts se sont constamment concentrés pour orienter les priorités vers l'avenir, ce que l'on est parvenu à faire en partie au prix de dures négociations avec le Conseil et la Commission.

Dans votre discours d'aujourd'hui, vous avez fait un tour d'horizon jusqu'aux prochaines élections du Parlement européen en 2009. Il y aura jusque-là cinq présidences, la présidence allemande en étant une. Nous nous présenterons ensemble devant les citoyennes et citoyens européens, nous en tant que représentants des Etats nationaux, vous en tant que représentantes et représentants du Parlement européen, et nous informerons ces près de 500 millions de personnes sur nos réflexions, sur les atouts de cette Europe et sur ce qui fait son importance pour nous.

Les enjeux sont le maintien de la paix, la solidarité au sein de cette Union européenne et aussi la prospérité et la protection sociale dans un univers placé sous le signe de la mondialisation, dans lequel la concurrence est devenue bien plus dure pour nous tous. C'est pourquoi, en dépit de toutes les activités parlementaires concrètes, il convient de ne pas perdre de vue l'ensemble. En présentant, aujourd'hui, votre programme de travail, vous avez montré en toute clarté quel rôle vous attribuez, dans cet univers, au Parlement européen, mais aussi à l'Union européenne.

Nous sommes bien d'accord que la question du traité constitutionnel deviendra une question décisive dans l'optique des élections de 2009, premièrement quant à notre vocation et à notre proximité avec le citoyen, et deuxièmement quant à la capacité d'action d'une Union européenne à 27 membres. C'est pourquoi, de concert avec la Commission, le Parlement et les États membres, la présidence allemande du Conseil mettra tout en oeuvre pour élaborer un calendrier permettant de ficeler ce projet de telle façon que les Européens sachent, en 2009, pour quelle Europe ils votent et comment cette Europe pourra continuer d'agir.

Je plaide, même s'il reste en partie controversé actuellement, pour que nous poursuivions également le débat sur la façon de structurer plus clairement les relations respectives entre la Commission, le Parlement et le Conseil. Comme j'en ai parlé dans mon discours introductif, c'est également une raison pour laquelle j'ai inscrit le principe de la discontinuité à l'ordre du jour car je suis d'avis que ce sujet sera important à plus long terme.

Quelle est la vocation d'un nouveau Parlement élu ? Quelle est celle d'une nouvelle Commission ? Comment faire quoi ? Ces questions ne sont toujours pas définitivement réglées, même avec le traité constitutionnel. D'où la nécessité, à mon avis, de poursuivre le débat.

Si nous nous penchons sur les problèmes de fond, il est évident que l'énergie jouera un rôle tout à fait essentiel lors du Conseil que nous organiserons au printemps prochain, les 8 et 9 mars.

J'aimerais vous parler aujourd'hui de nos efforts dans le cadre de l'organisation de ce Conseil. Je tiens tout d'abord à dire un grand merci à la Commission. Elle nous a communiqué un ambitieux train de directives et de constatations sur l'énergie et la protection du climat à inscrire à l'ordre du jour. Il nous reste, dans le cadre des conseils qui se tiendront prochainement pour préparer le Conseil de printemps - les Conseils "Compétitivité" et "Environnement" -, à mettre en place les préalables essentiels en vue d'un débat substantiel au sein du Conseil.

Je partage l'objectif de la Commission, à savoir réduire, d'ici à 2020, de 30% les émissions de CO₂, à condition que nous trouvions des partenaires internationaux. Nous sommes tous incités, je pense, à attirer l'attention lors de nos déplacements internationaux sur le fait que l'Europe est à l'origine de 15% des émissions de CO₂, mais que 85% des émissions ont leur source en dehors de l'Union européenne.

L'Europe doit jouer un rôle de pionnier. Je trouve que nous devrions nous y engager. Néanmoins, l'Europe doit aussi démontrer qu'aucun autre problème ne fait apparaître plus clairement le fait que notre univers est interdépendant et que l'action d'un continent ne suffit pas à mettre toute l'espèce humaine à l'abri du danger.

Il nous faudra mener des discussions très dures sur l'organisation d'un marché intérieur compétitif. On commence déjà à s'en apercevoir. Ce n'est d'ailleurs pas une surprise pour quiconque s'y connaît en la matière. En tout cas, nous affronterons ces discussions, car un marché intérieur performant au sein du marché de l'énergie est essentiel.

Nous inscrirons l'efficacité énergétique à l'ordre du jour et nous discuterons des énergies renouvelables. La présidence allemande plaide pour que soient réellement adoptés des chiffres et des objectifs de réduction qui ne soient pas purement indicatifs. Aucun État membre ne peut s'y soustraire. Cela aussi, je le dis très explicitement.

C'est pourquoi, si je puis le dire en ma qualité de chancelière fédérale, la République fédérale d'Allemagne a elle aussi dû négocier dans ce domaine avec la Commission des compromis qui n'ont pas été faciles à accepter pour nous. Nous l'avons fait tout à fait volontairement car, je le pense, tout État membre doit apporter sa contribution. Ce serait une erreur de croire que la protection du climat fonctionne dès lors que personne ne s'en aperçoit. Nous devons donc en finir avec cette erreur.

La politique énergétique extérieure nous occupera, notamment lors des négociations sur un accord de coopération avec la Russie. Je tiens à le répéter dans cette enceinte: nous espérons que ces négociations vont pouvoir commencer et nous ouvrons dans ce sens. Nous n'en sommes malheureusement pas encore là. Ce qui ne m'empêche pas d'espérer que nous aurons déjà bien progressé d'ici le sommet UE-Russie en mai.

Nous inscrirons le "mieux légiférer" à l'ordre du jour du Conseil européen. À ce sujet aussi, je demande le soutien du Parlement pour que nous n'en restions pas à des mesures non contraignantes mais que nous prenions l'engagement de réaliser des objectifs de réduction quantitatifs.

Je connais les préoccupations et la peur que suscite l'idée qu'une réduction des réglementations puisse entraîner un degré de protection moindre. Nous ne voulons pas de cela. Et pourtant, la manière dont nous organisons aujourd'hui notamment la bureaucratie demande à être améliorée, et j'ajouterai que cette amélioration est

également une nécessité du point de vue des citoyennes et des citoyens européens, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'une réglementation n'est pas efficace si l'on ne prévoit pas un formulaire des plus compliqués pour procéder à sa vérification, Mesdames, Messieurs.

Monsieur le Président, nous menons de bonnes consultations sur la déclaration des 24 et 25 mars sur l'Europe du futur. Nous poursuivrons dans cette voie. Dans votre exposé, vous avez exprimé très clairement ce que l'on attend de l'Union européenne quant à sa politique étrangère et à sa politique de sécurité et de défense. Je partage avec ferveur votre engagement en faveur des droits de l'homme, qui connaît une remarquable tradition dans cette enceinte du Parlement européen, et je me réjouis que vous vouliez faire du dialogue interculturel une priorité.

Au cours de ma tournée au Proche-Orient ces jours derniers, j'ai ressenti les espoirs placés dans l'Union européenne, dans toutes ses institutions. La profonde aspiration à la paix et l'inquiétude face au programme nucléaire iranien sont sensibles au Proche- et au Moyen-Orient, je dirais même presque palpables. Une grande responsabilité nous incombe ici de tout mettre en oeuvre, bien entendu avec les acteurs de la région, bien entendu avec les Etats-Unis d'Amérique et la Russie, afin de lancer un processus de paix que les populations attendent avec tant de nostalgie.

Je l'ai dit ailleurs et j'aimerais le redire à cet endroit: nous, Européens, avons réalisé quelque chose d'inattendu dans notre vie en mettant fin à la guerre froide. Nous avons vu que nous pouvons travailler et nous quereller pour la paix et la liberté à 27 Etats membres, de nouveau réunis avec presque tous les pays européens dans un processus démocratique, même si cela est souvent difficile. Ce qui a été le miracle de notre époque devrait également nous encourager à ouvrir pour des miracles et des possibilités dans d'autres régions du monde.

Ce que les Palestiniens et les Israéliens n'ont pas connu pendant des décennies, une vie dans la paix, une vie dans deux Etats qui se côtoient, qui ne se font pas la guerre, une vie avec une perspective de prospérité, doit également être notre objectif, car nous avons tout simplement fait l'expérience que la paix et l'amitié peuvent émerger de fossés apparemment insurmontables. Cette expérience nous oblige, nous Européens, à nous impliquer dans ce processus. C'est pourquoi je vous suis très reconnaissante que ce soit également l'une de vos priorités, que vous partagez avec tous vos collègues du Parlement européen.

Monsieur le Président, vous avez cité Helmut Kohl et déclaré que nous devons nous dépêcher et ne pas nous préoccuper sans arrêt de nous-mêmes. En effet, les habitants de l'Union européenne attendent de nous que nous continuions, à l'heure de la mondialisation, à façonner avec succès ce continent qui en a déjà connu tant, pour le bien de nos citoyennes et citoyens. Des millions et des milliards d'êtres humains de par le monde attendent de l'Union européenne qu'elle contribue, par son expérience et sa prospérité, à renforcer la paix et la liberté dans le monde entier. Je vous invite à y travailler ensemble.

Je vous remercie pour votre discours. Et je me réjouis de la bonne coopération qui nous attend avec le Parlement européen.

Source : Ambassade d'Allemagne